sociale. Connaissant les travaux de l'auteur sur l'économie du travail, j'aurais aimé que le travail fût traité, ce n'est pas le cas, il s'agit d'une analyse rapide mais bien faite de la politique sociale sans que ne soit mis en rapport les dépenses faites par exemple pour la « Bourse famille » et celle consacrées au service de la dette interne, ne serait-ce que pour évaluer la réalité de l'importance de cette politique. C'est un peu dommage et l'apport d'auteurs brésiliens comme Marcio Pochmann aurait été sur ce sujet précieux. La question des transferts sociaux est reprise en détail dans l'article de D'Arcy. L'auteur insiste à juste titre sur la part prépondérante des transferts liés à la prévoyance sociale (surtout les retraites) représentant 7,6 % du PIB contre 0,3 % pour la Bourse famille en 2005 et analyse les effets sur les inégalités et la pauvreté de ces politiques avec nuance et précision à la fois. Notons enfin des articles sur l'environnement, sur le Parti des travailleurs et un papier particulièrement intéressant de Stéphane Monclaire sur l'« Histoire d'un désenchantement ou le bilan politique du Brésil de Lula ». La troisième partie est centrée sur le Brésil et le monde avec quatre articles, l'un portant sur l'image de Lula, un second sur la politique commerciale, un troisième sur les négociations agricoles, et le dernier, signé de l'ambassadeur Rouquié, sur l'activisme diplomatique, reprenant certains des thèmes développés dans son dernier livre sur le Brésil.

Au total, un dossier relativement complet. On aurait aimé cependant moins d'articles, moins de thèmes abordés et des études plus approfondies.

3 mai 2007, **Pierre Salama**

Claúdio JONE, *Press and democratic transition in Mozambique, 1990-2000*, Johannesburg (Afrique du Sud), Institut français d'Afrique du Sud, 2005, 102 p. ISBN : 1608-7194 (« Les Nouveaux Cahiers de l'IFAS », 7) [disponible gratuitement sur <www.ifas.org.za/research>].

La presse au Mozambique a connu une véritable explosion depuis 1990. De nombreux journaux sont apparus, en version papier, fax ou électronique, et ils ont radicalement changé la scène des médias dans le pays. Cette explosion est la conséquence de la transition démocratique engagée après 1989, suivie trois ans plus tard par la fin de la guerre. Ces deux processus ont permis, voire même rendu nécessaire, la création de nouveaux journaux. La démocratie ne peut en effet s'établir sans le développement de médias indépendants (qui n'existaient pas au Mozambique avant 1990). Cela dit, ce n'est pas parce que les médias libres sont nécessaires que la relation entre presse et démocratie est linéaire et sans problèmes. La presse est multiple, elle peut être plus ou moins autonome en relation au pouvoir, et elle peut jouer un rôle constructif ou corrosif dans sa relation à la démocratie. Qu'en est-il au Mozambique ?

Fruit d'un travail de master à l'université de Bordeaux IV, en France, la publication de Claudio Jone trace l'évolution historique de la presse mozambicaine depuis ses origines et elle discute *in extenso* de ces médias durant la transition démocratique entre 1990 et l'an 2000. Le texte, relativement court, est organisé en trois grandes sections. Une première partie porte sur l'histoire de la presse au

Mozambique du xix^e siècle à 1990 ; une seconde partie se concentre sur l'« ère de la dénonciation » qui suivit la décompression autoritaire ; et la troisième partie discute du rôle de « surveillance » que les nouveaux médias jouent aujourd'hui. Étrangement, le texte n'a pas d'introduction ni de préface ; ceci laisse le lecteur quelque peu désemparé, et sans compas, pour aborder le texte et suivre le cheminement de l'auteur. Mais le texte est par ailleurs bien équilibré.

Ce petit livre est très riche en informations sur les journaux et sur le monde politique mozambicain dans les années 1990. Les descriptions sont exhaustives et elles nous permettent de vivre, ou de revivre, avec empathie cette décennie riche en événements et en rebondissements. L'auteur nous parle de la lutte pour la loi sur la liberté de la presse, de la naissance des journaux par fax, des différends entre médias privés, publics et semi-publics. Il nous parle aussi de politique et de l'intervention des médias dans la sphère publique durant la décennie, que ce soit en relation aux négociations de paix, à la réconciliation, aux élections de 1994 et de 1999, ou au meurtre de Carlos Cardoso en 2000. À refermer le livre, le lecteur aura une foison de données et une bonne idée de ce qui s'est passé au Mozambique durant la décennie en question, que ce soit relativement aux médias ou au domaine politique.

Le texte de Claudio Jone pose néanmoins trois problèmes. Premièrement, il a été mal traduit et n'a guère été édité. Le lecteur doit ainsi faire face non seulement à de très nombreuses coquilles, mais aussi à des contresens. Le deuxième problème est que l'auteur dérive régulièrement d'une analyse du rôle des médias dans un contexte particulier à une histoire du contexte lui-même. Cela est certes intéressant, mais affaiblit le texte et la clarté de l'argumentation. Enfin, l'auteur tend à assimiler les médias indépendants aux seuls journaux de *MediaCoop*, une coopérative qu'il qualifie étrangement comme étant un « groupe d'intérêt », « gauchiste » et dominé par une élite de Blancs (ou majoritairement Blancs) (p. 57 et 73). Or, d'une part, cet argument et cet angle d'analyse occultent d'autres journaux et d'autres groupes sociaux et il est plusieurs fois contredit par les données du texte. D'autre part, il amène l'auteur à une évaluation globale et finale trop étroite, comme quoi seuls le journal *Metical* et la coopérative *Mediacoop* auraient eu une politique éditoriale louable (p. 99) – quid de *Demos*, *Correio da Manhã*, *Diário de Negócios* ou *NotMoc* ?

Ces quelques limitations mises à part, le cahier de Claudio Jone est fort utile et vivement recommandé à tous ceux qui s'intéressent aux médias en général, aux médias au Mozambique et à la politique dans ce pays en particulier. Profitons aussi de l'occasion pour saluer la publication par l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS) de ces *Cahiers* gratuits et, plus encore, sa volonté d'inclure dans sa collection des analyses sur les pays voisins de l'Afrique du Sud. Il serait toutefois souhaitable que l'IFAS procède à l'avenir à une édition plus rigoureuse de ses textes ; il n'est jamais très bon de se faire connaître dans une autre langue par le biais de textes mal traduits.

21 avril 2007, **Éric Morier-Genoud**